

Save Alex (Alexandrie)

Ahmed Hassan Moustafa

Entretien réalisé par

- **Gilles Suzanne***
- **Claudine Dussollier****

Traduit de l'anglais par

- **Anaïs Joubert*****

Né à Alexandrie en 1979, Ahmed Hassan Moustafa est un architecte égyptien, urbaniste et universitaire. Il travaille en tant que professeur adjoint à l'Université d'Alexandrie, après avoir travaillé comme architecte indépendant et comme consultant. Il a participé à la création d'ENCODE, un studio « design par la recherche » dédié à la découverte des systèmes de conception innovants à différentes échelles. Il prépare actuellement un doctorat sur la conservation des paysages urbains historiques à Alexandrie. En 2012, en réaction à la situation urbaine totalement dégradée de sa ville natale, Ahmed Hassan Mostafa fait partie des fondateurs de *Save Alex*, ONG engagée dans la sauvegarde, la protection et la conservation du patrimoine bâti d'Alexandrie, et dans son développement urbain.

FS : Qu'est-ce que Save Alex ?

AHM : Je suis Ahmed Hassan Mustafa, l'un des cofondateurs et directeurs de l'initiative *Save Alex*, qui milite en faveur de la protection et de la sauvegarde du patrimoine bâti d'Alexandrie. Cette initiative peut être considérée comme une action postrévolutionnaire représentative de l'action collective de la société égyptienne. Au

lendemain des événements de 2011, nous avons constaté la situation de dégradation dans laquelle se trouvait notre ville dans son ensemble, et plus spécifiquement celle de nos atouts culturels, ce qui a amené de nombreuses personnes, issues de différents milieux (professionnels, sociaux et écologistes), se sentant concernées par cette perte, à unir leurs forces pour mener à bien une action collective, mettre un terme à cette dégradation, et tenter de mobiliser le public afin de faire pression sur les autorités et les personnalités officielles pour limiter ce désastre.

FS : Comment le collectif s'est-il constitué, avec quels genres de personnes ?

AHM : Au départ, on pouvait globalement distinguer trois catégories de personnes à l'origine de cette initiative : certaines d'entre elles étaient issues du secteur de l'architecture, d'autres étaient intéressées par la préservation de la ville et issues de différents secteurs, des personnes travaillant dans l'industrie touristique ou encore des avocats. Enfin, des personnes attachées à la ville qui avaient leur mot à dire face aux changements qu'elles constataient. Ce sont donc les différents mouvements qui ont

* *LESA, Equipe d'Accueil 3274 (Laboratoire d'Etude en sciences des arts) – Aix-Marseille Université.*

*Médiation culturelle de l'art. Campus Saint Charles - case 62. 3 Place Victor Hugo- 13331 Marseille Cedex 3
gilles.suzanne@univ-amu.fr*

** *Editrice et ingénieure culturelle, Transverscité, La Friche la Belle de Mai – 41 rue Jobin 13003 Marseille
cdussol@club-internet.fr*

*** *Etudiante en Master Médiation culturelle de l'art, Aix-Marseille Université*

constitué ce noyau de cofondateurs. Avant le lancement officiel de l'initiative sous le nom de *Save Alex*, au mois de mars 2012, ces mouvements distincts étaient donc actifs : certains travaillaient déjà sur les violations d'immeubles qui avaient lieu dans la ville, les documentaient sur la plateforme Google et établissaient des rapports pour les autorités. D'autres tentaient d'amener les institutions à renouveler leur discours en matière d'urbanisme et faisaient la promotion de nouvelles idées concernant l'aménagement urbain. D'autres encore défendaient un bâtiment spécifique envers lequel ils avaient un attachement affectif. Les derniers en date sont des militants essayant de sauver un club grec d'Alexandrie, *Ibrahimia*, qui n'est pas classé, mais qui a une valeur réellement importante pour eux. Il s'agit de la dimension militante de l'initiative. Certaines personnes collectaient notamment des signatures pour faire arrêter le projet qui visait à reconstruire de nouveau le bâtiment de la municipalité, effondré après la révolution. Le gouvernement prenait des mesures pour le reconstruire à nouveau, à la hâte, de la même manière que les bâtiments touristiques qui privilégient le prestige de l'Etat, sans tenir compte des locaux et sans s'interroger sur la pertinence et la rentabilité de cette situation. C'est vrai notamment pour le bâtiment du gouvernement qui a été détruit pendant la révolution. Ces personnes, qui œuvraient visiblement dans le même sens, ont décidé d'unir leurs forces en fondant cette initiative en 2012.

FS : Dans quel contexte les actions de Save Alex se déploient-elles ? Pour quelles raisons l'action de Save Alex s'est-elle développée ?

AHM : Il y a sans doute plusieurs raisons, mais l'une des plus essentielles tient à l'environnement politique enfin propice à la mise en place d'une action collective, ce qui n'était pas autorisé avant 2011. Nous étions trop isolés les uns des autres pour mettre en place une action collective. Les motivations individuelles des cofondateurs étaient déjà présentes avant 2011, mais nous n'avions pas l'opportunité de créer une action collective.

FS : Save Alex constitue-t-elle une initiative isolée ou en existe-t-il d'autres, du même genre, à Alexandrie ?

AHM : Au niveau du gouvernorat, il existe un conseil pour la question du patrimoine. Ce n'est pas une autorité, mais cela fonctionne comme une instance consultative rattachée au gouverneur. Il existe une deuxième entité. Elle s'appelle *Alex Med*¹. Elle fait partie d'un département de la Bibliotheca Alexandrina². Mohammed Awad, un architecte, qui possède son agence, la dirige³. *Alex Med* est une entité de recherche qui documente tout ce qui relève de la vie, de l'histoire et de la réalité d'Alexandrie. C'est une sorte de bureau de planification et d'étude dans le domaine de l'urbanisme et du patrimoine, connecté, à l'échelle internationale, à d'autres centres en méditerranée et, entre autres, avec la MMSH d'Aix-en-Provence. Il existe des connexions entre ce conseil, au niveau du Gouvernorat, et *Alex Med*, puisque Mohammed Awad est, depuis de longues années, conseiller du gouverneur pour toutes les questions d'urbanisme. Il a donc son agence d'architecture, il dirige *Alex Med* et se trouve être un conseiller pour les plans d'urbanisme. Mais il est également un alexandrin de cœur qui tient une exposition permanente à la Bibliotheca, qui montre l'Alexandrie du début du XX^e siècle⁴. Il n'existe pas d'autres groupes qui, à l'instar de *Save Alex*, prendraient en charge la question spécifique de la protection du patrimoine architectural.

Il arrive néanmoins que des opérateurs culturels mènent parfois des actions de promotion de certains aspects du patrimoine. J'ajouterais, par exemple, les journées du patrimoine, un projet développé en référence aux journées du patrimoine françaises, qui propose de visiter le patrimoine. Elles sont mises en place par le Centre d'Etudes d'Alexandrines dirigé par Jean-Yves Empereur⁵. Ils ont instauré, chaque année, avec la participation de lieux culturels, un événement qui fait la promotion du patrimoine.

Je voudrais ajouter deux initiatives à cet état des lieux. Il existe une entité nationale basée à la Bibliotheca Alexandrina : Cultnat⁶. Sa mission

consiste à documenter et numériser le patrimoine qui concerne toute l’Egypte. Cette entité, à vrai dire, n’a pas beaucoup d’influence. Nous ne la connaissions même pas lors de sa mise en place. Elle n’a pas de visibilité publique sur la scène des débats qui concernent la déconstruction du patrimoine à Alexandrie ou dans d’autres villes. D’ailleurs, ce projet, très officiel, initié par un décret du Président dans le but de documenter les différentes initiatives dans le domaine, qui se trouve quelque part à mi-chemin entre la Bibliotheca Alexandrina et le gouvernement, ne détient même pas toutes les informations qu’il prétend avoir sur son site. Pourtant, ce projet pourrait être vital pour la sauvegarde de notre patrimoine, mais il n’affecte pas du tout notre perception des choses.

Je voulais également revenir sur le Centre d’Etudes Alexandrines en tant qu’institut se donnant le patrimoine pour objet d’étude. Selon nous, ces études concernent principalement le patrimoine égyptien le plus ancien, mais ne couvrent pas le patrimoine bâti, datant des XIX^e et XX^e siècles. Bien que nous soyons très concernés par tout ce qui est lié à la ville, et les sites archéologiques font partie de nos centres d’intérêt, nous nous concentrons davantage sur les bâtiments des XIX^e et XX^e siècles. Ceux-ci ne sont pas suffisamment protégés, tout simplement, car ils ne sont pas considérés comme des monuments par notre loi⁷. Ils sont protégés par une loi plus récente, et pas par la vieille loi relative aux monuments historiques. C’est pour cette raison que nous leur portons la plus grande attention, alors que le Centre d’Etudes Alexandrines s’intéresse davantage au patrimoine issu des époques pharaonique, gréco-romaine, islamique, etc.

FS : Que fait Save Alex en termes de pratiques concrètes ?

AHM : En pratique, nos actions sont principalement orientées vers trois objectifs : protéger, informer, et se faire médiateur.

Tout d’abord, protéger. Cela passe principalement par des actions politiques : manifester, établir des pétitions pour influencer sur

ceux qui détiennent le pouvoir de décision en matière de préservation du patrimoine, aller vers les médias et tenter de promouvoir nos idées et notre cause, faire du lobbying sur les cercles gouvernementaux... La deuxième part de nos activités consiste à informer. Cela se fait surtout *via* notre page *Facebook*. Elle nous permet de communiquer avec les gens, d’initier des débats et des discussions sur le patrimoine ou sur certains lieux de la ville. Certaines de nos activités, à ce niveau-là, pourraient se rapprocher d’activités culturelles. Mais, pour l’instant, nous n’avons mené que très peu d’actions en ce sens. Nous n’en sommes, d’ailleurs, pas très satisfaits. Comme je l’ai dit, trois catégories de personnes sont à l’origine de *Save Alex*, mais si nous avions une catégorie supplémentaire, constituée d’artistes et d’acteurs du secteur culturel, cela nous aiderait à mettre en place des activités culturelles qui auraient pour finalité de sensibiliser et de valoriser le patrimoine différemment. Nous avons de nombreuses fois envisagé de mettre en place des actions artistiques dans des endroits abandonnés ou en danger, mais cela n’a finalement jamais abouti.

La troisième partie de nos activités consiste à assurer une médiation. Nous essayons de faire office de médiateur entre les investisseurs et les communautés locales pour trouver des terrains d’entente et effectuer des recherches afin de développer des relevés valides, dont nous pouvons discuter de manière plus précise avec eux. Cela nous permet d’entreprendre des actions basées sur une démarche d’information appropriée. Toutes nos actions pourraient être coordonnées pour la réalisation simultanée de plusieurs objectifs, mais, en réalité, beaucoup de nos activités ont, avant tout, été réactives. La plupart du temps, nous réagissons à la démolition de quelque chose, aux décisions d’une personnalité officielle, alors que nous souhaiterions être proactifs plutôt que réactifs. Nous n’y sommes pas encore parvenus ! Je pense, par ailleurs, que nos actions sont très diverses, peut-être trop, ce qui est une qualité tout autant qu’un défaut. Si nous regroupions toutes nos actions en une action davantage concentrée, nous aurions davantage d’impact.

Etant donné que nous sommes une nouvelle organisation, nous essayons de réfléchir à comment les choses doivent être faites et prêtons la plus grande attention à la réaction des gens, quand nous rendons publiques les décisions officielles. Par exemple, s'agissant de la sauvegarde d'un immeuble qui n'était pas classé, l'un de nos objectifs a été de tester la réaction des gouverneurs, lorsqu'une société, une organisation civile ou des communautés locales demandent à ce que des bâtiments soient classés. Cela nous a donné l'occasion d'expérimenter une large palette de modes d'action qui ont pris la forme d'ateliers, de promenades urbaines, de petites conférences, de tables rondes pour susciter le débat sur ces sujets.

FS : Aujourd'hui, en Egypte, nous ne sommes plus dans la période postrévolutionnaire, mais dans une autre période politique. Où en est Save Alex vis-à-vis de ces dynamiques et quels sont les défis à relever pour les années qui viennent, à la fois pour Save Alex et pour la ville d'Alexandrie ?

AHM : Le challenge, pour nous, est actuellement le suivant : l'environnement très favorable et ouvert aux actions de ce type en 2011 s'est à présent refermé. Nous avons conscience que nous devons changer nos stratégies si nous voulons nous maintenir. C'est en cours de discussion entre ceux qui prennent les décisions et les membres de *Save Alex* : certaines choses ont été décidées, comme le fait que nous ne disons plus le mot « activisme », mais le mot « plaidoyer », car la perception du plaidoyer est mieux vécue dans ce genre de contexte. Nous nous focalisons à présent sur le lobbying et l'utilisation des moyens nationaux et traditionnels comme les réseaux sociaux. Tout n'a pas encore été décidé concernant ce qui doit être changé.

Il est vrai que l'une de nos valeurs clé est le droit à la ville, l'un des droits de l'homme. Sur cette base, nous étions en train de nous mettre en réseau, à l'échelle nationale, en Egypte, avec des initiatives qui travaillent sur les villes et sur les mêmes questions que nous, en vue de faire du lobbying et faire adopter des amendements

concernant certaines institutions. Nous étions aussi en cours de discussion pour voir comment il est possible de créer un seul mouvement pour toute l'Egypte, car nous avons besoin d'agir sur le cadre législatif.

FS : La création de ce réseau national entre tous les groupes travaillant sur les questions d'environnement global et de patrimoine est-elle remise en cause par le changement politique ?

AHM : Il ne risque pas de l'arrêter, mais il ne risque pas non plus de lui permettre de progresser. Certaines personnes issues de ces réseaux ne voulaient pas interrompre leur action, et nous avons aussi perçu que certains en appelaient à des valeurs qui nous ont amené à prendre conscience qu'ils étaient favorables à ce qui arrive et favorables au fait de traiter le problème par le haut. Beaucoup de ces réseaux ont collaboré pour faire pression et réussir à promouvoir un article dans la nouvelle constitution.

FS : Quel est cet article ?

AHM : La nouvelle constitution a été amendée fin 2013. Nous avons collaboré avec ce réseau, particulièrement avec ceux qui sont situés au Caire, pour faire une suggestion au comité qui était en charge de la rédaction de la nouvelle constitution. Nous avons réussi à faire passer des idées qui figurent dans la nouvelle constitution, traitant du patrimoine culturel et de la responsabilité de l'Etat dans la sauvegarde des patrimoines culturels en Egypte, mais également du patrimoine en tant que bien intangible, et encore d'autres choses qui n'étaient pas mentionnées dans la précédente constitution.

Notes

1 Le Centre des Recherches Alexandrines et Méditerranéennes (Alex Med) documente le patrimoine matériel et immatériel d'Alexandrie et de la Méditerranée. <http://www.bibalex.org/alexmed/projects/details.aspx?id=98054aae-e7e8-4dcd-83b1-d7908a55eb6c>

2 <http://www.bibalex.org/fr/Default>

3 Mohamed Awad est architecte, professeur à la Faculté d'Ingénierie de l'Université d'Alexandrie et historien de l'architecture.

4 L'exposition permanente « Impressions d'Alexandrie » présente la collection privée de Mohamed Awad, fondateur du Fonds pour la Préservation d'Alexandrie.

5 <http://www.cealex.org/>

6 Le Centre de Documentation du Patrimoine Culturel et Naturel (CultNat), rattaché au Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information, a pour mission d'appliquer les innovations technologiques à la documentation du patrimoine culturel, matériel ou immatériel, y compris naturel, de l'Égypte. <http://www.bibalex.org/fr/center/details/thecenterfordocumentationofculturalandnaturalheritagecultnat>

7 En Égypte, c'est la loi 117/1983, amendée par la loi 3/2010, qui protège les antiquités (cf. URL : http://www.african-archaeology.net/heritage_laws/egypt_law3_2010_entof.pdf), mais c'est la loi 144/2006 et son décret d'application (décret 144/2006) qui réglementent la démolition des bâtiments et des établissements non-délabrés et servent de cadre à la préservation du patrimoine architectural des bâtiments inventoriés. Le lecteur peut également consulter l'intéressant numéro de la revue Égypte. Monde Arabe en grande partie consacré au patrimoine en Égypte. Omnia Aboukorah, Jean-Gabriel Leturcq (sous la dir. de), Pratiques du Patrimoine en Égypte et au Soudan, Égypte. Monde arabe, Troisième série, n° 5-6, 2009.



Patrimoines en devenir

Coordination : Gilles Suzanne

Entretiens

« Des traces au patrimoine » :
mémoire et histoire des habitants de
l'îlot Chieuse-Pasteur de l'Estaque

- Entretien avec Ramzi Tadros

Association Save Alex (Alexandrie)

- Entretien avec Ahmed Hassan Moustafa

Association Bel Horizon (Oran)

- Entretien avec Kouider Metair

Association Racines (Casablanca)

- Entretien avec Adel Essadani

Etude

*La vallée de l'Huveaune en projet :
une histoire de « trame écossaise »*

- Bernard Barilero

Lecture

*Ces Marseillais venus d'Orient.
L'immigration libanaise à Marseille
aux XIX^e et XX^e siècles.*

Auteur : Liliane Rada Nasser

- Elsa El Hachem Kirby & Cesare Mattina

Introduction Dossier

- Gilles Suzanne

*Récits publics et scénographies de l'histoire
des années 1970 à nos jours*

- Maryline Crivello

*Processus transverse de patrimonialisation
et fabrique de soi. L'exemple de la
« Coordination Patrimoines et Créations »*

- Gilles Suzanne

« Partage de mémoires gitanes ».

*Quand le Museon Arlaten se met à l'épreuve
du participatif...*

- Aurélie Samson & Céline Salvetat

*Récits et savoirs en marche. La balade, rite
d'hospitalité et de valorisation patrimoniale*

- Samia Chabani

*L'archéologie urbaine à Saigon-Ho Chi Minh-
Ville. Documentation, sensibilisation
et recherche appliquée*

- Nguyễn Thị Hậu

*Les prémisses de l'urbanisation de Saigon-Ho
Chi Minh-Ville. Empreintes du patrimoine
culturel français sur l'évolution urbaine locale*

- Ton Nu Quynh Tran